

ACTION URGENTE

AFGHANISTAN. IL FAUT CESSER DE PUNIR LES MANIFESTANTES

Depuis que les talibans ont repris le pouvoir en août 2021, les femmes qui manifestent contre leurs politiques radicales sont victimes de disparitions forcées, d'arrestations arbitraires, de détentions et d'actes de torture et de mauvais traitements. Les talibans ont notamment arrêté arbitrairement et détenu entre septembre et novembre 2023 quatre femmes, défenseures reconnues des droits humains : Parisa Azada, Neda Parwani, Zholia Parsi et Manizha Seddiqi. Ces quatre femmes n'ont pas pu consulter un avocat ni recevoir de visites régulières de leur famille pendant leur détention et risquent d'être victimes d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Elles ne sont inculpées d'aucune infraction. Des membres de la famille de Neda Parwani et de Zholia Parsi ont également été arrêtés. Ces femmes et leurs proches doivent être libérés immédiatement et sans condition.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

M. Abdul Haq Wasiq

Directeur des renseignements

Direction générale du renseignement (GDI)

Chaharahi Zanhaq

Kabul, Afghanistan

Monsieur,

Je vous écris afin de vous faire part de mes vives préoccupations au sujet des arrestations et détentions arbitraires de quatre femmes défenseures des droits humains, Parisa Azada, Neda Parwani, Zholia Parsi et Manizha Seddiqi, en Afghanistan. Ces femmes ont été placées en détention arbitraire uniquement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Neda Parwani et Zholia Parsi ont été arrêtées ensemble, avec des membres de leurs familles.

Zholia Parsi, militante de renom des droits des femmes et des filles et fondatrice du Mouvement spontané des femmes afghanes, a été arrêtée et détenue avec son fils. Neda Parwani, défenseure des droits humains et Youtubeuse célèbre, a été arrêtée avec son époux et leur fils de quatre ans. Manizha Seddiqi, défenseure des droits humains et membre du Mouvement spontané des femmes afghanes, a été victime de disparition forcée et a été retrouvée des semaines plus tard aux mains des talibans. Parisa Azada, membre du Mouvement des femmes pour la justice et la liberté en Afghanistan, a elle aussi été arrêtée arbitrairement et détenue dans un lieu tenu secret.

Selon les conclusions d'Amnesty International, ces manifestantes sont privées des visites de leur famille et de la possibilité de consulter un avocat, ainsi que d'un accès aux soins médicaux dont elles ont besoin.

Par ailleurs, je suis vivement préoccupé-e par le fait qu'elles risquent de subir des actes de torture et des mauvais traitements, une inquiétude amplifiée par les documents d'Amnesty International sur les personnes privées de liberté dans les centres de détention et les prisons gérés par les talibans. Entre janvier 2022 et juillet 2023, la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) a relaté que la moitié des 1 600 violations des droits humains dans les prisons gérées par les talibans concernaient des actes de torture ou d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants. En outre, les prisonnières et prisonniers sont souvent détenus dans des conditions indignes et privés d'accès à des soins médicaux nécessaires.

Ces arrestations vont à l'encontre du droit international relatif aux droits humains, notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'Afghanistan est partie. Il est clair qu'elles piétinent les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Je vous prie donc de :

- libérer immédiatement et sans condition Parisa Azada, Manizha Seddiqi, Zholia Parsi et Neda Parwani, et tous les membres de leur famille également placés en détention.
- dans l'attente de leur libération, veiller à ce que leurs conditions de détention respectent les normes internationales et à ce qu'elles aient accès à un avocat et puissent recevoir la visite de leur famille.
- cesser immédiatement de soumettre les femmes et leurs familles à des arrestations et détentions arbitraires, à des disparitions forcées et à d'autres violations graves des droits humains, simplement pour avoir exercé leurs droits.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Neda Parwani, Parisa Azada, Manizha Seddiqi et Zholia Parsi ont été arrêtées arbitrairement à leur domicile le 9 septembre, le 27 septembre et le 9 octobre respectivement. Selon certaines informations, Zholia Parsi, Neda Parwani et Parisa Azada sont détenues par les talibans dans le centre de détention du 40^e district ; quant à Manizha Seddiqi, elle a été transférée à la prison de Pol Charkhi le 5 décembre 2023. Le 4 décembre, on a appris que Zholia Parsi avait été transférée à l'hôpital et ramenée en prison du fait de son état de santé qui se détériore, ce qui pourrait être dû à des actes de torture et des mauvais traitements.

Depuis qu'elles se sont emparées de Kaboul en août 2021, [les autorités talibanes de facto piétinent de plus en plus les droits des femmes et des filles](#), leur interdisant de participer à la vie politique et à la vie publique du pays. Les politiques adoptées restreignent gravement les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi que les droits à l'égalité et à la non-discrimination. Pourtant, des femmes ont mené des manifestations pacifiques contre les talibans dans plusieurs villes afghanes, notamment Kaboul, Faizabad, Hérat et Mazar-i-Charif.

Les femmes qui organisent ces manifestations ou y participent sont soumises à l'usage illégal de la force, aux arrestations arbitraires et aux détentions, aux disparitions forcées, à la torture ou à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants. En août 2023, au moins huit membres du Mouvement national d'unité et de solidarité des femmes ont été arrêtées et détenues pendant plusieurs heures parce qu'elles organisaient des manifestations. Lors des rassemblements, les participantes sont insultées, harcelées, intimidées et menacées par des agents talibans armés, qui surpassent largement les manifestant-e-s en nombre et détruisent ou confisquent banderoles, flyers et supports d'information. En outre, certains journalistes qui couvrent ces événements sont soumis à des arrestations arbitraires et des mauvais traitements.

Les autorités talibanes *de facto* ont aussi suivi des femmes après les manifestations dans le but de les interpellier. Plusieurs ont été arrêtées sous la menace d'une arme chez elles ou dans des centres d'accueil, souvent avec violence. Certains membres masculins de leur famille ont aussi été roués de coups par les talibans au moment de leur arrestation. Une fois arrêtées, les femmes sont détenues au secret et soumises de manière répétée à des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, dari/ farsi/ pachto
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 1^{er} février 2024
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Parisa Azada, Manizha Seddiqi, Zholia Parsi et Neda Parwani (elle, elles)